

L'ajournement

Je tiens à répéter que le gouvernement est bien déterminé à soutenir l'agriculture et qu'il fournira toute l'aide qu'il pourra, où et quand elle sera nécessaire.

L'ACCORD DU LAC MEECH

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Madame la Présidente, jeudi dernier, madame le chef de mon parti et députée du Yukon, le député de Yorkton—Melville et moi-même avons tous trois exhorté le gouvernement fédéral à assurer la participation pleine et entière des peuples autochtones à la Conférence des premiers ministres, en décembre, lors du débat sur la prétendue clause Canada.

J'ai alors dit:

[. . .] comme la reconnaissance des peuples autochtones, en tant que sociétés distinctes ayant des cultures et des langues distinctes au Canada, constitue un élément essentiel de la clause Canada, il est absolument inacceptable que les premiers ministres se réunissent pour discuter de cette question sans la participation des peuples autochtones.

J'ai invité le vice-premier ministre à s'assurer que les peuples autochtones participent effectivement à la Conférence des premiers ministres en décembre. Le vice-premier ministre a répondu que cela bouleverserait tout le processus. Le vice-premier ministre a loué l'autorité dont le premier ministre du Canada avait fait preuve au cours du processus de modification de la Constitution.

Le même premier ministre a affiché une arrogance stupéfiante lorsqu'il s'est vanté d'avoir manipulé tout le processus. Il a déclaré: «Je les ai informés de la date de la réunion. Je leur ai signalé, il y a un mois, quand les rencontres débutteraient. C'est comme une campagne électorale. Il faut commencer par la fin. On choisit d'abord une date, puis on planifie les événements. Je leur ai dit: C'est le jour où je vais jeter les dés. C'est la seule façon de procéder.» Madame la Présidente, c'est cette méthode que le député conservateur d'Annapolis Valley—Hants a qualifié de «bluff, insolence et chantage».

Quand le premier ministre a jeté les dés, quand il a joué l'avenir de notre pays d'un coup de dés constitutionnel, il a oublié un élément important, un groupe qui a toujours été oublié et trahi au pays, les autochtones du Canada. Dans son marchandage cynique avec les premiers ministres au centre de conférences, le premier ministre a abaissé et humilié les autochtones en les

réduisant au statut d'observateurs, comme s'ils suivaient les délibérations par la fenêtre du centre.

Ce n'est que quatre jours après le début de la conférence, devant l'insistance du chef du Nouveau Parti démocratique, que des fonctionnaires fédéraux ont informé les autochtones sur ce qui se passait au centre de conférences. Ce n'est pas tellement étonnant quand on considère l'attitude consternante du gouvernement à l'égard des autochtones du Canada.

Le Nord canadien subit actuellement l'assaut massif des projets de production d'hydroélectricité et d'exploitation pétrolière et gazière sans compter ceux des militaires. Je pense en particulier au sort qu'on fait subir aux Innus du Labrador. Par-dessus tout, ce sont les sociétés forestières qui souffrent. Les subventions pour les services postaux dans le Nord ont été réduites, de même que l'aide à l'éducation pour les étudiants autochtones. Cela se produit à une époque où les jeunes autochtones ont plus de chances d'aller en prison qu'à l'université.

Par ailleurs, les fonds affectés aux communications des autochtones ont été réduits; le financement de base accordé à l'Assemblée des premières nations a été supprimé; les fonds versés aux Cris de la baie James, aux Nishgas de la Colombie-Britannique, aux Gitskan Wet'suwet'en et à d'autres groupes qui ont critiqué ouvertement le gouvernement ont été supprimés; l'enquête sur la justice autochtone au Manitoba, l'enquête sur l'affaire Marshall et l'enquête du même genre en Alberta ont montré que le système de justice est imprégné de racisme.

En fait, comme l'Assemblée des premières nations le disait dans un mémoire qu'elle a présenté: «Toutes les institutions de notre culture sont attaquées. Nos langues disparaissent à mesure que meurent nos aînés. Nos religions disparaissent à mesure que se propagent des religions venant d'autres parties du monde. Notre mode de vie basé sur la chasse, la pêche, le piégeage et la cueillette disparaît avec le massacre des animaux, la pollution, la coupe à blanc des forêts, l'empiètement sur les régions sauvages et les mégaprojets, tout cela au nom du progrès et du développement».

Cela dit, il n'est pas surprenant que les autochtones se sentent trahis par ce processus de changement constitutionnel. Il les laisse à l'écart et, comme moi, ils saluent le courage, la dignité et l'éloquence avec lesquels le député néo-démocrate cri du Manitoba, Elijah Harper, a con-